

REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL COMMUNE DE CAVES

L'an deux mil vingt-quatre, le dix décembre à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la Commune de CAVES, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la Présidence de Monsieur **Bernard DEVIC, Maire**.

Présents : Bernard DEVIC, Sylvain GOMEZ, Thierry SAUZE, Lilian BARREDA, Francis BARREDA, Sylvie ONNIS, Isabelle DORMIERES, Marie-Christine HERVE, Fanny PETIT (9)

Absents excusés : Danielle ORTUNO,

Absents :

Absents excusés avec pouvoir : Alexandra PASCUAL à Marie-Christine HERVE (1)

Lilian BARREDA et Fanny PETIT sont arrivés en retard et n'ont pas pu participer à la première délibération

Nombre de conseillers : 11 - En exercice : 11 - Présents : 9

Secrétaire de séance : Isabelle DORMIERES

Ordre du jour :

I. Approbation du procès-verbal du Conseil Municipal du 24/09/2024.

DELIBERATIONS

II. Projet Eclairage Public/SDAR 2025-2028 /Audit Syaden

III. Evolution de l'Agence Postale Communale

V. Convention de Mise à disposition du Foyer

INFORMATIONS

- . Situation financière de la commune
- . Arrêtés du Département/ Alignement de la RD 27
- . Effectifs Ecole 2025/2026
- . Projets photovoltaïques sur la commune
- . Enquête publique /Carrière
- . Effort de chasse/sanglier
- . Rapport sur mise en œuvre de la loi « Climat & Résilience »

QUESTIONS DIVERSES

- . Inauguration du Foyer

Monsieur le maire informe l'assemblée dès le début de la séance qu'il est nécessaire de modifier l'ordre du jour en ajoutant 2 délibérations supplémentaires concernant l'ouverture de crédit sur l'exercice 2025 et la nouvelle proposition de financement par le crédit agricole

I. Approbation du Procès-verbal du Conseil Municipal du 24/09/2024

A l'unanimité

DELIBERATIONS

II. Projet Eclairage Public/SDAR 2025-2028 /Audit Syaden

Monsieur le Maire fait part au conseil municipal qu'il y a lieu de présenter le dossier de demande de subvention au SYADEN, concernant des travaux d'amélioration pour l'éclairage public suite à l'audit réalisé au printemps 2024 sur la commune.

La commune demande donc par principe le montant maximum de subvention qu'autorise le règlement d'interventions financières du SYADEN.

Des frais de gestion et d'accompagnement à hauteur de 5% du montant HT de la facture (plafonné à un montant maximal d'opération de 25 000 € HT) seront appliqués.

Une convention entre le SYADEN et la Collectivité rappelant les engagements financiers sera jointe au courrier de notification.

La collectivité devra la retourner signée au SYADEN avant de procéder à la demande de liquidation.

Ce dossier portera sur 3 ou 4 exercices (2025, 2026, 2027, 2028).

La Commune titulaire d'un diagnostic éclairage public réalisé par le SYADEN pourra réaliser ces travaux dont le montant total est estimé à 137 750 €.

Une mise en concurrence sera effectuée par voix consultative, sur la base du cahier des charges établi par le SYADEN. Le dossier complet sera soumis au SYADEN pour validation.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de se prononcer sur ce sujet.

Le conseil municipal ouï cet exposé, après avoir délibéré,

AUTORISE, Monsieur le Maire à déposer un dossier de demande de subvention type au SYADEN et à signer tous les documents relatifs à la suite de ce dossier,

AUTORISE, dans le cas d'une rénovation, le SYADEN à collecter les Certificats d'Economies d'Energie inhérents à ce projet,

SOLLICITE une subvention du SYADEN au taux maximum du montant de la dépense,

DESIGNE Isabelle DORMIERES et Francis BARREDA en qualité de référent de la commune pour le suivi de cette opération,

S'ENGAGE à assurer la publicité de l'accompagnement du SYADEN (technique et financier) pour la réalisation des travaux (panneau de chantier à minima ainsi qu'un communiqué de presse, bulletin d'information municipal...)

A l'unanimité

III. Evolution de l'Agence Postale Communale

Dans le cadre des relations formalisées que nous entretenons avec la Poste et suite à la convention que nous avons signée en novembre 2018 pour le fonctionnement de l'APC, la direction départementale conseille que le bureau de l'APC de Caves, compte tenu de son activité, intègre les murs et se mutualise avec les services administratifs de notre mairie.

Les travaux liés à cette délocalisation sont éligibles à une prise en charge (arbitrage de la Commission Départementale de Présence Postale) à hauteur de 50% des frais engagés dans la limite de 25 000 euros (Plans et devis à déposer).

Monsieur le maire rappelle aussi les travaux qui seront effectués en mairie suite à ce déménagement.

Il nous appartient de faire connaître notre avis rapidement pour pouvoir bénéficier de ce dispositif. La prochaine réunion de la CDPTT se déroulera début mars 2025

Où cet exposé et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal

5 voix pour : T. SAUZE, S. ONNIS, B. DEVIC, F. BARREDA, S. GOMEZ)

5 voix contre : L. BARREDA, I. DORMIERES, MC. HERVE, A. PASCUAL, F. PETIT)

En raison du vote partagé, Monsieur le Maire propose d'organiser une rencontre avec les responsables de la poste et de tous les élus dans les prochains jours.

Lorsqu'il y a partage égal des voix et sauf cas de scrutin secret, la voix de celui qui préside est prépondérante (article L.2121-20 du CGCT).

IV. Convention de Mise à disposition du Foyer pour les associations

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée qu'un certain nombre de réunion sur ce sujet a été organisé.

Thierry SAUZE a rédigé les documents.

Une convention précisant les conditions de cette mise à disposition est actuellement en vigueur.

Monsieur le Maire a souhaité apporter quelques modifications à cette convention et préciser certains articles pour un meilleur respect des lieux.

Il expose à l'assemblée la nouvelle rédaction de la convention.

le Conseil Municipal,

Vu l'exposé du Maire,

- **APPROUVE** la convention annexée à la présente délibération,

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention et toutes pièces afférentes à ce dossier.

V. : TRAVAUX INVESTISSEMENT / EMPRUNT AUPRES DU CREDIT AGRICOLE DE L'AUDE

Monsieur le Maire informe l'assemblée qu'une nouvelle consultation a été lancée pour la réalisation d'un emprunt de 200 000 € auprès du Crédit Agricole afin de financer les travaux en investissement en raison de la baisse des taux.

Il présente la proposition à l'assemblée, valable jusqu'au 3 décembre 2024 inclus qu'il a réservée afin de valider les conditions en vigueur en précisant la durée et la périodicité choisies à savoir sur 20 ans avec des échéances trimestrielles.

Prêt à taux fixe - Classification suivant la charte GISSLER : 1A

☐ Echéances constantes (amortissement progressif du capital)

Montant emprunté	Durée (ans)	Taux annuel avec échéances annuelles	Echéance annuelle	Montant total des intérêts	Taux annuel avec échéances trimestrielles	Echéance trimestrielle	Montant total des intérêts
200 000	15	3,90%	17 862,67 €	67 940 €	3,85%	4 403,54 €	64 213 €
200 000	20	4,01%	14 729,38 €	94 588 €	3,96%	3 631,07 €	90 485 €
200 000	25	4,09%	12 924,47 €	123 112 €	4,03%	3 183,13 €	118 313 €

➤ Conditions générales

La présente proposition est formulée sous réserve d'acceptation de votre dossier par notre Comité des Crédits.

- Garantie de taux : Cette proposition est valable 15 jours à compter de la présente.
- La signature du contrat interviendra au plus tard dans les 60 jours suivants
- Tirages (éventuellement échelonnés) dans les 8 mois à compter de la date d'édition du contrat, dont le premier de 10% minimum à intervenir impérativement dans les 4 premiers mois.
- Conditions de remboursement anticipé (à date d'échéance) :
 - Indemnité financière en période de baisse de taux.
 - Indemnité de gestion égale à 2 mois d'intérêts.
- Frais de dossier : 0,15 % du montant emprunté (minimum 50 €), soit 300 €.

Ce prêt portera intérêt aux taux en vigueur 4. 01 % à la date de la signature du contrat par le représentant du Crédit Agricole.

Oui cet exposé et après avoir délibéré,

le **Conseil Municipal**,

Décide de réaliser auprès du Crédit Agricole de l'AUDE et aux conditions de cet établissement un emprunt de 200 000 € afin de financer les travaux en investissement dont le remboursement s'effectuera **en 20 années avec des échéances trimestrielles**.

Présents : 7

8 voix pour

1 voix contre

VI. Ouverture de crédits / dépenses d'investissement avant vote du budget

Monsieur le maire rappelle les dispositions extraites de l'article L 1612-1 du code général des collectivités Territoriales.

Avant le vote du budget d'une collectivité territoriale, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette (art. L 1612-1 du CGCT).

MAIRIE DE CAVES - COMMUNE DE CAVES (M57) - 2024

09/12/2024	Editions Fournies - Etat des restes à réaliser par chapitre	1 / 1
------------	--	-------

Imputations - présentation : chapitre - article

Nomenclature	Budget total	Réalisé hors enga	Budget total - Réalisé hors enga	Engagements en cours	Reste à réaliser
Dépense	1 207 957,14	675 564,54	532 392,60		
Ch. - 20 immobilisations incorporelles(sauf le 204)	50 000,00	2 304,00	47 696,00		
Art. - 202 Frais liés à la réalisation des documents d'urbani	45 000,00		45 000,00		
Art. - 2031 Frais d'études	5 000,00	2 304,00	2 696,00		
Ch. - 21 Immobilisations corporelles	1 157 957,14	673 260,54	484 696,60		
Art. - 2118 Autres terrains	20 000,00		20 000,00		
Art. - 2128 Autres agencements et aménagements de terrains	20 000,00		20 000,00		
Art. - 2131 Bâtiments publics	100 000,00	120 999,69	-20 999,69		
Art. - 21318 Autres bâtiments publics	707 152,86	489 379,25	217 773,61		
Art. - 2135 Installations générales, agencements, aménagements des const	91 909,28	45 892,00	46 017,28		
Art. - 2152 Installations de voirie	50 000,00	16 989,60	33 010,40		
Art. - 2158 Autres installations, matériel et outillage techniques	43 895,00		43 895,00		
Art. - 21611 Biens sous-jacents	70 000,00		70 000,00		
Art. - 21731 Bâtiments publics	50 000,00		50 000,00		
Art. - 2183 Matériel de bureau et matériel informatique	5 000,00		5 000,00		

Après en avoir délibéré,

le conseil municipal décide d'accepter les modalités du vote ;

- de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.
- de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.
- autorise, d'engager, de liquider et de mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette (art. L 1612-1 du CGCT).

Approuvé à l'unanimité

INFORMATIONS

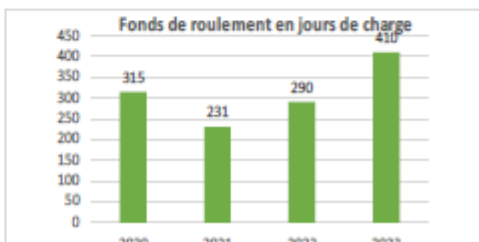
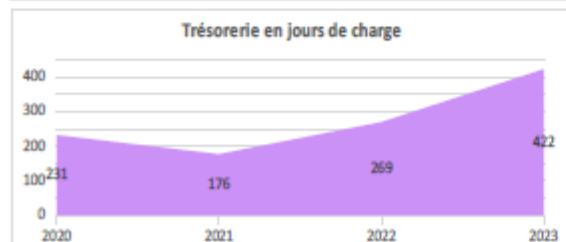
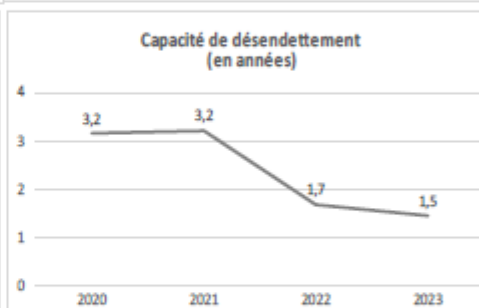
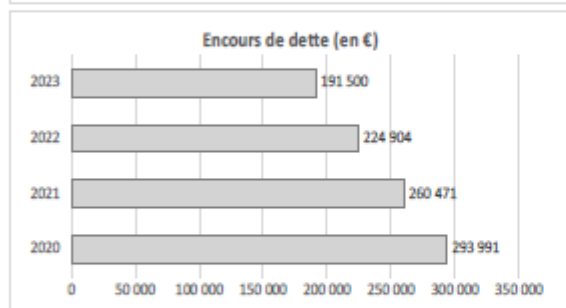
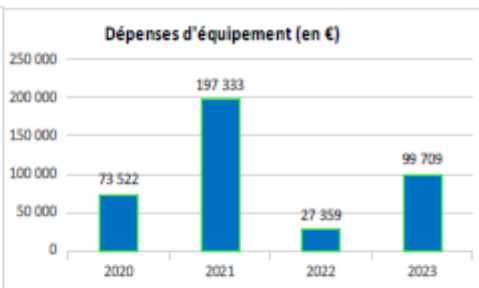
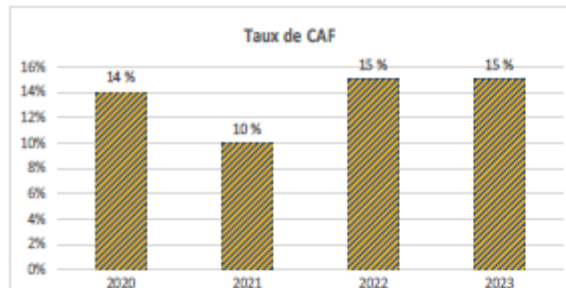
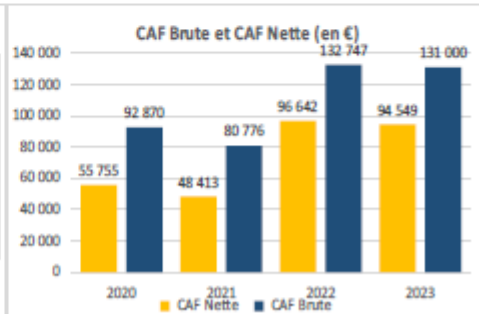
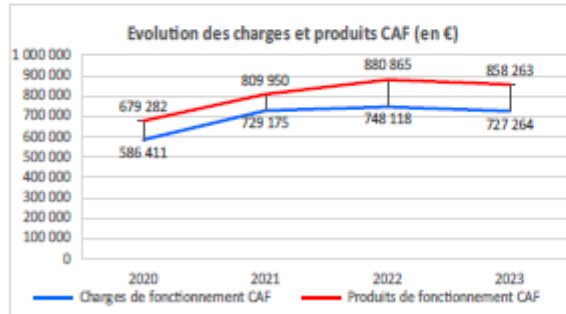
Situation financière de la commune

Monsieur le maire présente l'analyse de la trésorerie

Fiche situation financière (2020-2023)

CAVES

SIREN	Collectivité	Agrégats (en €) / ratios financiers (en%)	2020	2021	2022	2023
211100862	CAVES	Charges de fonctionnement CAF (1)	586 411	729 175	748 118	727 264
		Charges de personnels	140 893	260 254	284 553	320 811
		Rigidité des charges	40 %	52 %	57 %	51 %
		Produits de fonctionnement CAF (2)	679 282	809 950	880 865	858 263
		CAF Brute (3)=(2)-(1)	92 870	80 776	132 747	131 000
		CAF Nette	55 755	48 413	96 642	94 549
		Taux de CAF (4)=(3)/(2)	14 %	10 %	15 %	15 %
		Encours de dette (5)	293 991	260 471	224 904	191 500
		Capacité de désendettement (en années) (6)=(5)/(3)	3	3	2	1
		Dépenses d'équipement	73 522	197 333	27 359	99 709
		Fonds de roulement (en jours de charge)	315	231	290	410
		Trésorerie (en jours de charge)	231	176	269	422



Arrêtés du Département/ Alignement de la RD 27

Ce dossier concerne le positionnement d'un trottoir le long de la portion de la RD 27 qui traverse votre agglomération.

La Direction des Routes du Département avait été à l'époque saisie pour avis en projet d'urbanisme d'un riverain de cette portion (démolition d'une habitation et reconstruction). Nous avons alors soulevé le problème de l'existence de ce trottoir à l'intérieur de la parcelle privée.

C'est à la suite de cette demande que nous avons échangé sur ce sujet.

En élargissant un peu, finalement le trottoir est situé également sur 5 autres parcelles privées.

U 131 – U 132 – U 133 – U 134 – U 135

L'unique but de cette procédure d'alignement pour laquelle nous sollicitons légalement votre avis sur les projets de délimitation de l'ouvrage public routier devant comprendre ce trottoir au vu de la jurisprudence, est de régulariser auprès des riverains chez qui nous empiétons, le foncier à la valeur vénale.

Le trottoir existe et restera en place, cette procédure n'a pas pour but de le faire disparaître à terme. Il n'est pas normal cependant que nous ayons un ouvrage public sur des propriétés privées.

. Effectifs Ecole 2025/2026

Le Maire informe souhaite informer l'Assemblée de l'évolution prévisionnelle des effectifs du SIVOS devient de plus en plus évidente au vu de la baisse constante .

EFFECTIFS RPI CAVES/TREILLES

Année 2024-2025

CAVES

Petite Section : 3

Moyenne Section : 10

Grande Section : 12

CP : 9

TREILLES

CE1 : 10

CE2 : 9

CM1 : 10

CM2 : 13

TOTAL = 76

Année 2025-2026

CAVES

Petite Section : 7

Moyenne Section : 3

Grande Section : 10

CP : 12

TREILLES

CE1 : 9

CE2 : 10

CM1 : 9

CM2 : 10

TOTAL = 70

Contre 115 en 2024

. Projets photovoltaïques sur la commune

Une société spécialisée dans le développement durable sollicite les agriculteurs pour les inciter à installer des toits photovoltaïques en construisant d'énormes hangars disproportionnés.

Il serait judicieux d'avoir un regard sur ces futures installations qui pourraient détruire le paysage en émettant un avis défavorable sur les demandes de permis de construire.

. Enquête publique /Carrière

Une enquête publique est en cours sur la demande d'autorisation environnementale par la société DOMITIA GRANULATS pour le renouvellement de l'autorisation d'exploiter une carrière à ciel ouvert sur CAVES.

Monsieur le maire rappelle le dispositif.

. Effort de chasse/sanglier

L'ACCA est sollicitée pour éliminer les sangliers en nombre qui détruit les récoltes. Un appel à des chasseurs volontaires est lancé.

. Rapport sur mise en œuvre de la loi « Climat & Résilience »

Un rapport doit être présenté relatif à l'artificialisation des sols sur la commune dotée d'un PLU au moins tous les 3 ans au vu de la loi du 22 août 2021

Questions diverses

Inauguration du foyer communal

La date de l'inauguration est prévue le 20/12/2024 à 11h au foyer

Séance levée à 19h45.